



Société anonyme au capital de 78.975.899,17 €  
Siège social : 35, rue Gare – 75019 Paris  
582 074 944 RCS Paris

## **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 7 AVRIL 2011**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale mixte, conformément aux dispositions du code de commerce et des statuts de la Société, à l'effet de vous demander de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### **Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :**

- Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Lecture du rapport du président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne et du rapport des commissaires aux comptes sur ce rapport ;
- Approbation des comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- Quitus au président-directeur général et aux administrateurs ;
- Affectation du résultat et distribution de dividendes ;
- Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Approbation des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Renouvellement du mandat de quatre administrateurs ;
- Nomination de trois nouveaux administrateurs ;
- Fixation du montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;
- Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

### **Résolutions de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :**

- Lecture du rapport du conseil d'administration ;
- Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, de fusion ou d'apport ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise ;
- Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;

- Délégation de pouvoirs à conférer au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10 % du capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées ;
- Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

## **RAPPEL DE LA MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2011**

Votre conseil vous renvoie à son rapport de gestion au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

\*  
\*       \*

## **RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :**

### **Première résolution : Approbation des comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010**

Votre conseil vous propose d'approuver les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010, de constater le montant du bénéfice de l'exercice égal à 1.219.149.640,59 euros et de prendre acte de ce qu'aucune somme n'a été comptabilisée au titre des dépenses non-déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

### **Deuxième résolution : Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L.225-38 du Code de commerce**

Votre conseil vous propose d'approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, et les conventions et engagements qui y sont décrits.

### **Troisième résolution : Quitus au président directeur général et aux administrateurs**

Votre conseil vous propose d'approuver les actes de gestion accomplis par votre conseil d'administration au cours de l'exercice écoulé et de donner au président-directeur général et aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

### **Quatrième résolution : Affectation du résultat et distribution de dividendes**

Votre conseil vous propose d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2010, soit 1.219.149.640,59 euros de la manière suivante :

|   |                  |   |
|---|------------------|---|
| Bénéfice de l'exercice : .....                            | 1.219.149.640,59 | € |
| Diminué des sommes affectées au compte « Réserve légale » | -382.900,53      | € |
| Augmenté du « Report à Nouveau »                          | 490.451.818,39   | € |
| Soit un bénéfice distribuable de : .....                  | 1.709.218.558,45 | € |
| Dividende distribué aux actionnaires                      | 378.225.570,60   | € |
| - Dont un dividende obligatoire (article 208 C II du CGI) | 228.438.664,00   | € |
| - Dont un complément de dividende sur l'activité exonérée | 141.110.455,25   | € |
| - Et un dividende résultant des activités taxables        | 8.676.451,35     | € |
| Solde affecté au compte « Report à Nouveau »              | 1.330.992.987,85 | € |

A la suite de cette affectation du résultat :

- les capitaux propres de la Société demeureront supérieurs au montant du capital augmenté des réserves non distribuables,
- le compte Report à Nouveau sera porté à la somme de soit 1.330.992.987,85 euros.

L'Assemblée Générale fixe, en conséquence, le montant du dividende à 7,30 euros par action pour chacune des 51.811.722 actions composant le capital social à ce jour.

Un acompte sur dividende ayant été versé aux actionnaires le 28 septembre 2010, sur décision du conseil d'administration du 16 septembre 2010 à hauteur de 4 euros par action, le solde de ce dividende net, soit 3,30 euros par action sera détaché le 18 avril 2011 et mis en paiement le 21 avril 2011.

Cette distribution sera éligible, pour les bénéficiaires personnes physiques résidentes fiscalement en France dont les actions ne sont pas éligibles sur un PEA, à la réfaction de 40% prévue à l'article 158-3 2° du Code général des impôts. Alternativement, sur option des bénéficiaires exercée au plus tard lors de l'encaissement, le dividende pourra être soumis au prélèvement libératoire au taux de 19% (art. 117 quater du CGI). Ce prélèvement sera effectué sur le montant brut du dividende. Quel que soit le régime d'imposition choisi par l'actionnaire personne physique, les contributions sociales (représentant 12,3% du montant des dividendes) seront prélevées à la source par l'établissement payeur sur le montant brut du dividende.

Conformément aux dispositions légales, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende. L'assemblée générale décide en conséquence de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de déterminer, en considération du nombre d'actions détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende, les ajustements à opérer sur le montant global du dividende et en conséquence le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste « Report à nouveau ».

En outre, l'Assemblée Générale constate qu'au titre des trois exercices précédents, les montants du dividende global par action ont été les suivants :

| Exercice | Dividende par action | Avoir fiscal | Revenu global par action |
|----------|----------------------|--------------|--------------------------|
| 2007     | 3,25 €*              | N/A          | N/A                      |
| 2008     | 3,25 €*              | N/A          | N/A                      |

|      |         |     |     |
|------|---------|-----|-----|
| 2009 | 3,25 €* | N/A | N/A |
|------|---------|-----|-----|

\* pour les actionnaires personnes physiques, le montant du dividende perçu était éligible à la réfaction de 40% prévu à l'art. 158.3.2 du CGI mais ne donnait droit à aucune réfaction pour les actionnaires personnes morales.

**Cinquième résolution : Approbation des comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010**

Votre conseil vous propose d'approuver les comptes consolidés dudit exercice tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé part du groupe de 1 218 millions d'euros.

**Sixième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts**

Le mandat de la Caisse des Dépôts comme administrateur étant arrivé à son terme, votre conseil vous propose de le renouveler pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

**Septième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Philippe Braidy**

Le mandat de Philippe Braidy comme administrateur étant arrivé à son terme, votre conseil vous propose de le renouveler pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

**Huitième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Benoît Faure-Jarrosion**

Le mandat de Benoît Faure-Jarrosion comme administrateur étant arrivé à son terme, votre conseil vous propose de le renouveler pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

**Neuvième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Serge Grzybowski**

Le mandat de Serge Grzybowski comme administrateur étant arrivé à son terme, votre conseil vous propose de le renouveler pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

**Dixième résolution : Nomination de Nathalie Gilly en qualité de nouvel administrateur**

Votre conseil vous propose de nommer en qualité de nouvel administrateur, Nathalie Gilly, pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

**Onzième résolution : Nomination de Céline Scemama en qualité de nouvel administrateur**

Votre conseil vous propose de nommer en qualité de nouvel administrateur, Céline Scemama, pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

### **Douzième résolution : Nomination d'Edward Arkwright en qualité de nouvel administrateur**

Votre conseil vous propose de nommer en qualité de nouvel administrateur, Edward Arkwright, pour une durée de quatre années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se réunir en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

### **Treizième résolution : Fixation du montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration**

Votre conseil vous propose de reconduire l'enveloppe des jetons de présence de l'exercice 2010 et de fixer à la somme de 250.000 euros le montant global annuel des jetons de présence alloués au conseil d'administration au titre de l'exercice en cours.

### **Quatorzième résolution : Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société**

Votre conseil vous propose de :

1. L'autoriser, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, à faire acheter ses propres actions par la Société dans le respect des conditions définies aux articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« AMF »), du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des pratiques de marché admises par l'AMF, en vue :
  - de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF,
  - de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la Société ou d'éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF et de la charte de déontologie AMAFI (ex. AFEI) en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008 concernant les contrats de liquidité,
  - de les attribuer aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-179 et suivants du Code de commerce, (iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration apprécierait,
  - de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration apprécierait, ou
  - de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action), sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée de la dix-neuvième résolution ci-dessous.

La présente autorisation permettrait également à la Société d'opérer sur ses propres actions en vue de toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'AMF. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

2. Décider que les achats d'actions de la Société visés au paragraphe 1 ci-dessus pourraient porter sur un nombre d'actions tel que :
  - le nombre d'actions que la Société achèterait pendant la durée du programme de rachat n'excéderait pas 10% des actions composant le capital de la Société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée), sous réserve du respect des dispositions de l'article 5-2° et 3° du Règlement européen n°2273/2003/CE étant précisé qu'un montant maximum de 5% des actions composant le capital de la Société pourrait être affecté en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport, et (ii) qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues par la présente autorisation.
  - le nombre d'actions que la Société détiendrait à quelque moment que ce soit ne dépasserait pas 10% des actions composant le capital de la Société.
3. Décider que l'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourraient être effectués par tous moyens selon la réglementation en vigueur, en une ou plusieurs fois, par intervention sur le marché ou de gré à gré, notamment par transactions de blocs d'actions (qui pourraient atteindre la totalité du programme), par le recours à des instruments financiers dérivés (négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré) ou à des bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles (pour autant que ces moyens ne concouraient pas à accroître de façon significative la volatilité du titre), ou par l'émission de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière à des actions de la Société détenues par cette dernière, et ce aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration apprécierait, le tout dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.
4. Décider que, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, ces opérations pourraient intervenir à tout moment, sauf en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Société ou visant les titres de celle-ci, ainsi que de garantie de cours.
5. Décider que le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions serait de 735 millions d'euros.
6. Décider que, dans le cadre de ce programme de rachat et sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables, le prix maximum d'achat serait fixé à 150 euros, hors frais d'acquisition.

Le conseil d'administration pourrait toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise, donnant lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

7. Prendre acte que le conseil d'administration ne pourrait utiliser cette autorisation que postérieurement à la publication d'un descriptif du programme établi conformément aux dispositions de l'article 241-2 du Règlement Général de l'AMF sauf cas de dispense visé à l'article 241-3 dudit Règlement.
8. Lui conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités et établir le descriptif du programme, avec faculté de déléguer, dans les conditions légales, la réalisation du programme de rachat, et notamment :
  - passer tous ordres en bourse ou hors marché,
  - affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis, dans les conditions légales et réglementaires applicables,
  - conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions,
  - effectuer toutes déclarations et formalités auprès de l'AMF et de tout autre organisme,
  - effectuer toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Le conseil d'administration informerait l'assemblée générale des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

9. Décider que la présente autorisation serait donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toutes autorisations antérieures données en la matière, au conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société.

## **RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :**

### **Quinzième résolution : Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, de fusion ou d'apport ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise**

Votre conseil vous propose de :

1. Lui déléguer, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital, dans les proportions et aux époques qu'il déterminerait, par incorporation, successive ou simultanée, au capital de la Société de réserves, bénéfices, primes d'émission, de fusion ou d'apport ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise, à réaliser soit par l'émission et l'attribution gratuite d'actions soit par l'élévation du nominal des actions existantes ou combinaison de ces deux modalités.
2. Décider que le montant nominal maximum des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder 15 millions d'euros, étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société. Le plafond de la présente délégation serait autonome et distinct du plafond de 15 millions d'euros visé à la seizième résolution.

3. Lui conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et notamment :
  - d'arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et, notamment, fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant dont la valeur nominale des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteraient jouissance ou celle à compter de laquelle l'élévation de la valeur nominale prendrait effet ;
  - de décider que les droits formant rompus ne seraient ni négociables, ni cessibles, et que les titres de capital correspondants seraient vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
  - de prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital existant au jour de l'augmentation de capital ;
  - de prélever sur un ou plusieurs postes de réserves disponibles les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  - de prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.
4. Décider que la délégation de compétence serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente assemblée générale et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toutes délégations antérieures données en la matière, au conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société.

**Seizième résolution : Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions avec maintien du droit préférentiel de souscription**

Votre conseil vous propose de :

1. Lui déléguer, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, sa compétence pour décider, dans les proportions et aux époques qu'il déterminerait, l'émission en France ou à l'étranger (y compris sur le marché international), avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions, la souscription de ces actions pouvant être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles.

Seraient expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

2. Décider que le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates ou à terme de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder 15 millions d'euros, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la seizième et la dix-septième résolutions s'imputerait sur ce plafond. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions à

émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital.

3. Décider que les actionnaires pourraient exercer, dans les conditions prévues par le conseil d'administration et dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions dont l'émission serait décidée par le conseil d'administration en vertu de la présente délégation. En outre, le conseil d'administration aurait la faculté d'instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible qui s'exercerait proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes. Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'avaient pas absorbé la totalité d'une émission d'actions telles que définies ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimerait opportun, l'une ou plusieurs des facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, à savoir :
  - limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix,
  - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.
4. Décider que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation de compétence serait au moins égale à la valeur nominale de ces titres à la date d'émission de ces actions.
5. Prendre acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.
6. Lui conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
  - de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des actions à créer,
  - de déterminer le nombre d'actions à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime,
  - de déterminer le mode de libération des actions émises,
  - de déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des actions à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat,
  - de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables,
  - à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et
  - de prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris de toutes valeurs mobilières

émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.

10. Décider que la présente délégation de compétence serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale et met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toutes délégations antérieures données en la matière, au conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société.

**Dix-septième résolution : Délégation de pouvoirs à conférer au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital**

Votre conseil vous propose de :

1. Lui déléguer, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, les pouvoirs aux fins de décider, sur le rapport des commissaires aux apports mentionné aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions ou d'autres titres de capital de la Société, ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ou autres titres de capital existants ou à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.
2. Décider que le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates ou à terme de la Société susceptible d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10% du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'utilisation par le conseil d'administration de la présente délégation), étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution s'imputerait sur le plafond de 15 millions d'euros fixé au paragraphe 2 de la seizième résolution soumise à la présente Assemblée. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions ou autres titres de capital à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société.
3. Décider de supprimer le droit préférentiel des actionnaires aux actions et autres titres de capital et valeurs mobilières ainsi émises et prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions et autres titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.
4. Lui conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et notamment :
  - de statuer sur le rapport du ou des commissaires aux apports,
  - de fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution,
  - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser,
  - de constater le nombre de titres apportés à l'échange,

- de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres titres de capitaux nouveaux et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société, et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, s'il y a lieu, d'avantages particuliers et réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent,
  - d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale,
  - à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « prime d'apport » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et
  - prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.
5. Décider que la présente délégation de pouvoirs serait donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toutes délégations antérieures données en la matière, au conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société.

**Dix-huitième résolution : Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées**

Votre conseil vous propose de :

1. Lui déléguer, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, la compétence de décider, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait, l'émission en France ou à l'étranger d'actions ou d'autres titres de capital de la Société, ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ou autres titres de capital de la Société existants ou à émettre, réservés aux salariés et anciens salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, dès lors que ces salariés seraient à ce titre adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou tout autre plan qualifiant en application des dispositions légales et réglementaires applicables.
2. Décider que le montant nominal maximum des augmentations de capital immédiates ou à terme de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder 1 % du capital dilué au jour de la présente Assemblée Générale, ce plafond étant autonome et distinct des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée et fixé compte non tenu du nominal des actions ou autres titres de capital à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital de la Société.
3. Décider que la présente délégation emporterait suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres titres de capital et valeurs mobilières donnant accès au capital qui pourraient être émis dans le cadre de la présente résolution ainsi qu'aux actions et

autres titres de capital auxquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.

4. Décider que le prix de souscription des titres émis en vertu de la présente délégation serait fixé par le conseil d'administration et serait déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 du Code du travail.
5. Décider, en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail, que le conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, au titre de l'abondement, ou le cas échéant de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'aurait pas pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 3332-11 du Code du travail.
6. Décider que les caractéristiques des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seraient arrêtées par le conseil d'administration dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables.
7. Lui conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
  - de décider que les émissions pourraient avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placements collectifs de valeurs mobilières,
  - de fixer, le cas échéant, un périmètre des sociétés concernées par l'offre plus étroit que les sociétés éligibles aux plans concernés,
  - de fixer les modalités de participation (notamment en terme d'ancienneté) à ces émissions,
  - de fixer les conditions et modalités de ces émissions, et notamment les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance (même rétroactives), les modalités de libération et le prix de souscription des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
  - de déterminer s'il y a lieu le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles seront prélevées ainsi que les conditions d'attribution des actions ou des autres valeurs mobilières concernées,
  - à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et
  - prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.
8. Décider que la présente délégation de compétence serait donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale et mettrait fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toutes délégations antérieures données en la matière, au conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société.

**Dix-neuvième résolution : Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues**

Votre conseil vous propose de :

